Fondation Jean Jaurès

Démocratie

FRACTURES FRANÇAISES 2019 : FOCUS SUR LES « ANTI-DÉMOCRATES »

Gilles Finchelstein

16/09/2019

La Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec Ipsos Sopra Steria, Le Monde et l'Institut Montaigne, publie cette semaine la septième vague de l'enquête « Fractures françaises ». Une photographie de l'état de l'opinion française toujours riche d'enseignements. Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, s'est notamment intéressé à ceux qu'il nomme les « anti-démocrates ».

Découvrez les résultats complets de l'enquête annuelle « Fractures françaises » réalisée par Ipsos Sopra-Steria, en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne
Méthodologie : enquête réalisée auprès de 996 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 30 août au 3 septembre 2019.

Les anti-démocrates
Gilles Finchelstein

Bonne nouvelle : alors que, année après année, le pourcentage de Français considérant que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » n'avait cessé d'augmenter, il s'est stabilisé en 2019. Mauvaise nouvelle : il demeure à un niveau élevé et préoccupant puisque 36% des personnes interrogées partagent cette conviction – appelons-les les « anti-démocrates » – contre 63% qui estiment que « la démocratie est le meilleur des systèmes » – appelons-les les « démocrates ».

Qu'ont en tête ces « anti-démocrates » ? La question mérite d'être creusée car au moins trois hypothèses théoriques contradictoires peuvent être imaginées.

Première hypothèse : ce sont, paradoxalement, des ultra-démocrates ; ils plaident pour une plus grande association des citoyens à la décision publique. Hypothèse infirmée : 60% d'entre eux, soit 13 points de plus que les « démocrates », estiment que la démocratie participative est un

« gadget ».

Seconde hypothèse : ce sont des écologistes radicaux ; ils voient la démocratie comme un luxe face à l'urgence de l'effondrement de la planète. Hypothèse infirmée là encore : les « anti-démocrates » placent la protection de l'environnement 12 points en dessous des « démocrates » dans la hiérarchie des enjeux qui les préoccupent le plus.

Troisième hypothèse : ce sont des réactionnaires autoritaires ; ils sont en attente d'ordre et d'un régime fort. Hypothèse retenue : ils se singularisent en effet par l'intensité de la demande de « chef » – 86% sont d'accord, et même 55% « tout à fait d'accord » (22 points au-dessus des « démocrates »), avec l'idée que l'on a « besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre ». Ils sont 57% à défendre le rétablissement de la peine de mort (20 points au-dessus des « démocrates »). Ils ont même une relation ambiguë avec la violence, 30% d'entre eux trouvant « normal que certaines personnes usent de la violence pour défendre leurs intérêts ».

Qui sont alors ces « anti-démocrates » ? Ils sont largement d'extrême droite : les sympathisants du Rassemblement national, les électeurs du premier tour de Marine Le Pen et les citoyens se positionnant « très à droite » répondent aux alentours de 60% que d'autres systèmes peuvent être aussi bons que la démocratie – c'est en augmentation par rapport aux années précédentes. Mais si l'extrême droite demeure largement « anti-démocrate », tous les « anti-démocrates » ne sont pas d'extrême droite – 46% d'entre eux se sont abstenus au second tour de l'élection présidentielle contre 31% qui ont voté pour Marine Le Pen. Il faut donc chercher ailleurs en abandonnant les grilles d'analyse classiques.

Politiquement, ce sont des Français qui ne se reconnaissent en effet dans aucune catégorie classique – ils s'auto-définissent moins de « gauche », de « droite », du « centre », « progressistes » ou « conservateurs » que la moyenne des Français mais davantage et massivement – à 42% – comme « du peuple ». Ils s'intéressent peu à la politique. Ils ont une défiance absolue envers tous les responsables politiques – qui, pour plus de 90%, n'agissent « que pour leurs intérêts personnels » et, pour près de 80%, sont « pour la plupart corrompus ». Ils ont une défiance tout aussi élevée pour les institutions politiques, de l'Union européenne en passant par le député, la présidence de la République et même le maire. Ils n'ont en réalité confiance en personne : 91% disent que l'on « n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ».

Sociologiquement, ce sont des Français modestes : 58% des ouvriers, 50% de ceux qui ont un revenu inférieur à 2000 euros, 49% de ceux qui se définissent comme appartenant aux « défavorisés » ou aux « milieux populaires » font partie de ces « anti-démocrates ».

Ils n'ont pas encore tous basculé électoralement mais les démocraties, en France comme dans la plupart des démocratie occidentales, sont confrontées à un même défi : réintégrer les classes laborieuses à la démocratie.